



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Phase 2 - Convention relative au financement des études et des procédures - Convention relative au financement des acquisitions foncières - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire entre Montpellier et Perpignan. Il a été initialement conçu de manière à faire circuler les trains à grande vitesse sur l'intégralité de son linéaire et le fret sur les sections les plus circulées, en tenant compte des enjeux d'insertion environnementale et d'économie globale du projet. Ce tronçon prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse Espagnol existant. Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T).

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne. De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- Le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- Le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouses) et une section voyageurs uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- Les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest ;
- Le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport Duron relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet d'Intérêt Général (PIG) par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la loi d'orientations des mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

En 2021, deux nouvelles décisions ministérielles participent à l'avancement du projet :

- La décision ministérielle du 4 janvier 2021, demandant la constitution du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme et la saisine de l'Autorité environnementale (AE) du Secrétariat Général Pour les Investissements (SGPI). Ces autorités ont été saisis en juillet 2021 et l'enquête de la phase 1 s'est déroulée entre décembre 2021 et janvier 2022 ;
- La décision ministérielle du 18 novembre 2021, qui a approuvé le dossier support de l'enquête publique, confirmé le lancement de l'enquête publique en décembre 2021 et autorisé le lancement de la mise à jour des études nécessaires à la préparation de l'Enquête Publique de la phase 2 après la fin de l'Enquête Publique de la phase 1.

Sous l'égide de l'Etat, un protocole d'intention de financement a été établi et approuvé par les assemblées de toutes les collectivités partenaires avant d'être signé symboliquement en présence du Premier ministre le 22 janvier 2022 à Narbonne. La société de financement LNMP, a été créée par l'ordonnance du 2 mars 2022 et le décret d'application du 22 avril 2022.

La phase 1 de la LNMP a été déclarée d'utilité public (DUP) le 16 février 2023.

Afin de respecter les horizons d'engagement des travaux prescrits par la LOM, il s'agit maintenant de lancer la mise à jour des études de la phase 2.

La présente délibération porte sur les conventions Etudes n°7 et Acquisitions foncières n°7 de la phase 2 du projet LNMP.

Si les fonctionnalités de la phase 2 (gares nouvelles, non mixité de la section Béziers-Rivesaltes), ont déjà fait l'objet d'une concertation (2013 à 2015) et sont actées par décision ministérielle n°3 du 29/01/2016, un certain nombre de contributions recueillies lors de la concertation 2020-2021, mais également lors de l'Enquête Publique de la phase 1 les re-questionnent.

Ainsi, les études de la phase 2 consistent à actualiser la conception du projet entre Béziers et Perpignan en réévaluant l'opportunité de la mixité de la ligne nouvelle, les gares nouvelles, pour aboutir à un projet optimisé, partagé avec le territoire et cohérent avec le corridor méditerranéen prioritaire pour l'Union Européenne. Ces études et procédures concernent :

- Les études techniques, environnementales et le chiffrage des deux solutions mixtes de Béziers à Rivesaltes (tracé, raccordements et gares nouvelles) : tracé mixte « *plaine littorale* » proposé à la concertation en 2012 et variante mixte dite « *tunnel sous les Corbières* » ;
- Les études du raccordement à Nissan-Lez-Ensérune pour le scénario « *desserte de Béziers par la gare centre* » ;
- L'actualisation des études techniques, environnementales et le chiffrage d'une gare nouvelle à Nissan-Lez-Ensérune ;
- Les études de trafic, de capacité et d'exploitation pour la construction et la comparaison des différents scénarios (mixité/voyageurs, dessertes gares nouvelles/gares centre), ainsi que les études socio-économiques des différents scénarios ;
- Les comparaisons multicritères des différentes variantes et l'élaboration des dossiers, présentations pour la concertation et les partenaires ;
- L'organisation de la concertation selon la procédure décidée par la Commission nationale du débat public (CNDP) à la suite de sa saisine ;
- L'élaboration de tous les documents/supports à l'attention des partenaires et du public, nécessaires au bon déroulement de cette phase jusqu'au dossier ministériel final.

Le besoin de financement de la convention Etudes n°7 est évalué à 24 185 000 € courants HT, financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 1 051 000 € HT courants, soit 4,345% du montant total de la convention.

Concernant les acquisitions foncières, la convention de financement des acquisitions foncières n°7 fait suite à la conclusion de six premières conventions de financement et avenants signés. Elle représente une avance des cocontractants sur le besoin global nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des acquisitions foncières, s'inscrivant à ce titre dans leurs engagements et dans le respect des modalités du protocole de financement signé le 22 janvier 2022. Le besoin de financement est évalué à 12 000 000 € HT courants est financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. Par conséquent, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole est de 521 400 € HT, soit 4,345% du montant total de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative au financement des études et des procédures à engager pour actualiser la conception de la phase 2 du projet de LNMP et de la convention relative au financement des acquisitions foncières sur le linéaire phase 2 de la LNMP entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-247285-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CFI LNMP Etudes7 Phase2

- CFI LNMP AF7 Phase2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.